Numéro 37

Vendredi
23 novembre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Concertation planante : 28 aiguilleurs du ciel mis à pied • La sécurité anti-sociale du gouvernement par François Autain • Redéploiement industriel : à Tulle on déplace et à Jurançon on débauche • Hôpitaux parisiens : les socialistes interpellent Chirac • Motards : intimidation et poursuites • Marseille : pour créer des emplois • Mots croisés avec Anne Tregouet

Le R.p.r diverge mais ne converge pas

Vous avez dit convergence ? Le mot est, en ce moment, à la mode des mots. Il fait l'épice de bien des brouets ou mijotent à petit feu, les commentaires des grands chefs de cuisine de la poli ique, autour desquels s'agite la cohorte de leur gâte-sauce.

Convergence : «direction commune vers un même point». Cette définition montre assez que le terme n'est pas employé dans le sens exact que lui donne le «Petit-Larousse illustré» quand il s'agit du P.s et du R.p.r.

La direction que suivent les socialistes mène en effet à une direction précise : vers une autre société échappant à la domination des hommes et des classes qui se sont emparés de tous les pouvoirs en les confiscant aux forces populaires. L'étape obligée sur ce parcours, est un changement de majorité.

La démonstration vient d'être faite à nouveau, à l'occasion du débat de censure, que les chiraquiens n'étaient pas disposés à en passer par là. Du moins dans «les circonstances présentes» a dit mardi, le Président de leur Groupe parlementaire. Alors, dans quelles circonstances ? Et quand ? A demandé un peu plus tard gaston Defferre en ajoutant : «le R.p.r aurait pû faire preuve de plus d'audace»... et parlant de Michel Debré : «comment un homme comme lui peut-il tenir les propos qu'il tient et ne pas voter la censure car, en ne la votant pas, il vote le budget qu'il condamne.

Pierre Joxe n'a pas été plus tendre en dénonçant «ceux qui feignent de mettre en cause le gouvernement mais finissent toujours par le remettre en selle».

Illusion d'optique

La géométrie variable du R.p.r s'explique autrement : il ne converge pas vers le Parti socialiste, mais il diverge du parti giscardien. D'où l'illusion d'optique. La définition de la divergence, elle, s'applique parfaitement : «situation de deux lignes qui vont en s'écartant». Celle des néo-gaullistes n'est plus parallèle, elle est oblique, mais on ne sait pas trop vers quoi elle va obliquer.

Pour l'instant, le R.p.r a quitté la majorité, mais il n'est pas entré dans l'opposition. Critiquant la politique Giscard-Barre, il lui arrive maintenant de rejoindre ainsi les critiques que nous formulons. Parfois même de se rapprocher de certaines de nos positions. C'est ce que disait l'autre jour François Mitterrand au Club de la Presse : «il est possible que M. Debré ait trouvé d'excellentes idées dans celles que nous défendons depuis longtemps au P.s». Mais le Premier secrétaire précisait aussitôt : «s'il y a des points de rencontre, la question est de savoir quels sont les objectifs, les finalités et quelles sont les méthodes qui permettront d'y parvenir».

Ce n'est d'ailleurs pas au niveau parlementaire que la question se pose réellement. Ce sont les Françaises et les Français qu'elle interroge. Laurent Fabius l'a fort bien dit à France-Inter : «il faut essayer de voir ce qui se passe dans le pays...». Remarquant que 85 % des Français jugent sévèrement la politique giscardienne impuissante à résoudre les problèmes du chômage et de l'inflation, il a pû constater : «voilà qui fait une sacrée convergence !». C'est cette convergence là, et celle-là seulement que recherchent les socialistes : celle de tous ceux qui appartiennent au peuple de gauche. De tous ceux qui devraient s'y reconnaître.

Georges Fillioud

Bulle

A droite, on décolle. Depuis que le Général a voulu replacer «au-dessus des partis», ses successeurs ont essayé avec plus ou moins de bonheur de faire comme lui. Mais le septennat finissant de Giscard d'Estaing bat tous les records : le Président fait répéter à l'envi qu'il est «au-dessus de la mêlée», Raymond Barre se veut «au-dessus des luttes internes à la majorité» et les ministres emploient une grande partie de leur énergie - au détriment des affaires dont ils ont la charge - pour tenter de s'élever «au-dessus de la politique politicienne». Ce phénomène de lévitation collective a de quoi sidérer ceux qui restent en bas, c'est-à-dire la grande masse de Français.

Aiguilleurs du ciel : la direction manœuvre, les grévistes tiennent bon

Interrogé mercredi par le socialiste Alex Raymond sur le conflit qui oppose les «aiguilleurs du ciel» à la Direction de la navigation Aérienne, le ministre des transports répondait que les négociations en cours devaient débloquer la situation.

Mais les représentants de l'intersyndicale, reçus à 17 heures par le Directeur Philippe Machenaud, essuyaient un refus catégorique sur toutes leurs propositions, et quittaient le ministère sans avoir obtenu un autre rendez-vous.

Mais, alors que la direction s'était engagée le matin même à suspendre toutes les sanctions, ils apprenaient à leur retour que 28 contrôleurs d'Athis-Mons venaient de se voir notifier leur mise à pieds pour huit jours par 28 télégrammes expédiés à 18 h 30.

Le double langage du pouvoir

Les aiguilleurs de la Région Parisienne, réunis jeudi matin en Assemblée Générale, ont donc voté à l'unanimité la reconduction de leur mouvement. Désireux de «ne pas tomber dans le piège de l'escalade» qui leur est tendu par les pouvoirs publics, ils se limiteront, comme ils l'ont fait jusqu'ici à des arrêts de décollage de quelques heures par jour.

Une fois encore, en jouant du double langage et de l'intimidation, le pouvoir a obtenu un résultat inverse de ce qu'il espérait : les grévistes ont participé plus nombreux que jamais à l'Assemblée générale, et se retrouveront lundi matin pour décider une nouvelle fois de la suite à donner. D'ici là, l'intersyndicale «se tient prête à négocier à tout moment sur des propositions concrètes».

épinglé

«Nous avons maintenu un petit pouvoir d'achat pour les Français en 79. Nous espérons pouvoir en faire autant en 80».

M. Monory mercredi à la Télé.

POSITION

Financement de la Sécurité Sociale à l'Assemblée

Protection minimum pour les pauvres Protection maximum pour les riches

par François Autain

Dans le même temps qu'il monte en épingle un déficit à seule fin de remettre en cause cette conquête essentielle des Français qu'est la sécurité sociale, le gouvernement esquivant le débat sur le fond une fois de plus, présente au Parlement deux projets de loi qui portent gravement atteinte aux droits des retraités et des chômeurs.

Dans le premier projet, en soumettant à cotisation les pensions de retraite, le gouvernement n'hésite pas à rompre les engagements pris par le président de la République, lui-même, qui avait déclaré à Strasbourg en 1974, que tous les retraités seraient exonérés de cotisations d'assurance maladie. Ce projet, s'il est adopté, aura pour conséquence de réduire le niveau de vie des retraités déjà très précaire et procurera une recette sans commune mesure avec l'objectif poursuivi.

Dans le second projet, il s'agit de faire payer aux chômeurs les effets de la crise dont ils sont pourtant les premières victimes, en leur refusant le bénéfice de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse dès lors qu'ils ne perçoivent pas les allocations Assedic. Ce dispositif présente un double avantage. Il fera baisser artificiellement les indices actuels du chômage et réduira le coût des prestations versées aux chômeurs, en condamnant ces derniers à recourir à l'assurance personnelle où à l'aide médicale gratuite.

Une série de mauvais coups

Ainsi le gouvernement, plutôt que de s'attaquer aux véritables causes des difficultés que traverse la sécurité sociale, préfère s'engager dans la voie d'une régression de la protection sociale des assurés.

Déjà, dans la période récente, les mauvais coups se sont multipliés. C'est en juin la réforme des équipements sanitaires, exemple parfait de décision technocratique et inopportune, qui désaisit les conseils d'administration des hôpitaux d'une part importante de leurs prérogatives. C'est le 29 mars la circulaire qui enserre la gestion des hôpitaux dans des contraintes budgétaires impossibles. C'est en juillet le prélèvement réputé provisoire, d'une cotisation supplémentaire de 1 % sur les salaires qui ampute un peu plus le pouvoir d'achat. C'est l'institution de l'enveloppe globale qui provoque l'hostilité légitime des usagers et des professionnels de la santé.

Ce sera bientôt la création du ticket modérateur d'ordre public, et la prise en charge de certains risques par les assurances privées. C'est à terme, la mise en place d'un système de protection à deux niveaux : une protection minimum pour les pauvres, une protection maximum pour les riches.

Qui pourrait affirmer, dans ces conditions, qu'une telle politique est compatible avec la poursuite du progrès social ?

Certes, des problèmes importants se posent à la sécurité sociale. Le chômage, la stagnation des revenus d'activité, les arriérés de cotisations patronales, les charges indues, l'assiette des cotisations, l'accroissement des dépenses de l'assurance vieillesse et des dépenses de santé, les structures du système de santé, sont autant de problèmes auxquels il faudrait faire face. Mais, ce n'est pas comme le fait le gouvernement en s'en prenant aux droits des assurés, qu'on arrivera à les résoudre. Une réplique d'envergure s'impose.

L'Etat, sur la base d'une fiscalité rénovée, doit augmenter sa participation et prendre en charge notamment toutes les dépenses indues. Les charges supportées par les assurés doivent être réparties plus équitablement par un déplafonnement des cotisations et une harmonisation progressive des régimes entre eux. L'assiette des cotisations doit être modifiée et étendue à d'autres éléments que le salaire. L'abrogation des ordonnances de 1967 est nécessaire si l'on veut démocratiser la sécurité sociale et rendre l'institution aux assurés. Enfin, notre système de santé doit être réformé.

C'est à ce prix que sera préservée cette institution à laquelle tous les Français sont profondément attachés et qui constitue pour les Socialistes, une pièce capitale du modèle de société qu'ils veulent construire.

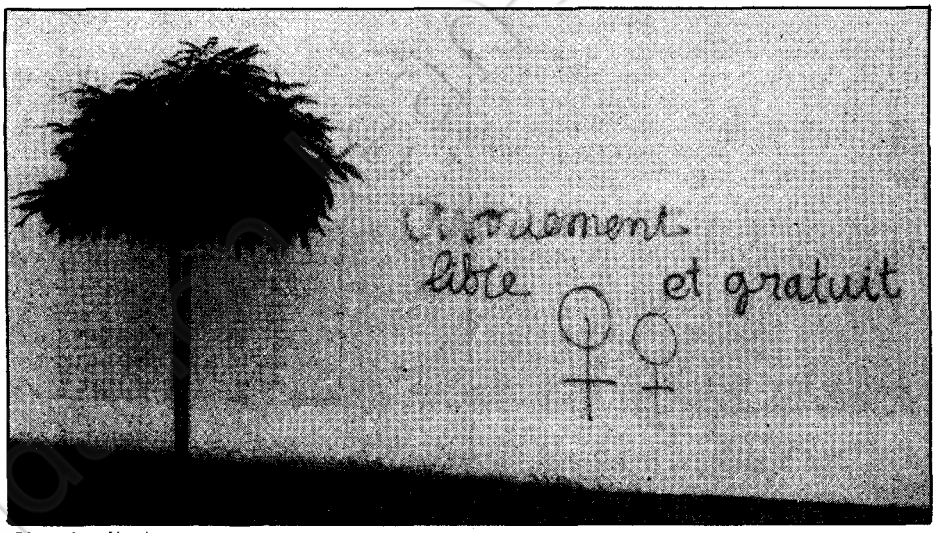


Photo Luc Veyri

SECURITE SOCIALE S.O.S. on coule

La parution de l'ouvrage de Francis Leenhardt, ancien député socialiste, sur la Sécurité Sociale (1) arrive à un moment on ne peut plus opportun.

Alors que se développe une incroyable campagne, soigneusement orchestrée, contre cette grande institution sociale, le livre de Leenhardt constitue un acte de salubrité. Il oppose, avec méthode et rigueur, l'analyse objective des faits, aux insinuations, aux erreurs et aux mensonges par quoi le pouvoir espère justifier les mesures de régression sociale qu'il prépare.

Qu'il s'agisse des ordonnances de 1967 qui ont fait des patrons les maîtres de l'institution, de l'absurdité de la notion même de « déficit », du poids des charges indues, des méfaits d'un financement assis sur les seuls salaires plafonnés, etc..., Leenhardt apporte des éléments d'information et de jugement précis et pertinents.

La large place faite aux problèmes de santé permet à Leenhardt, après avoir dressé le tableau critique de la situation actuelle, de conclure à la nécessité impérative d'une réforme fondamentale des structures sanitaires et d'en esquisser les grandes orientations.

Au moment où le gouvernement et le patronat, rejetant l'idée même de solidarité nationale, s'apprêtent à favoriser un retour à l'assurance individuelle, il était grand temps, de poser les vrais problèmes.

(1) - S.O.S., on coule. Comptes et mécomptes de la Sécurité Sociale - FAYARD éd.

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils,
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC ANNE TREGOUET

Anne était encore étudiante en droit lorsqu'elle adhéra au P.s en 1971. Elle milite en même temps à « Démocratie et Université». En 1972, elle entre à la Sécurité Sociale.

«Un choc», dit-elle. «Je quittais le milieu protégé de la Faculté pour me trouver dans un monde à la discipline stricte où j'ai ressenti une véritable aliénation personnelle».

Elle réagit. Se syndique. Participe activement à la grande grève de 1973, qui se solde par un échec.

«L'école syndicale a été déterminante pour moi. Je me suis aperçu qu'une décision était d'autant mieux adaptée qu'elle était le fruit d'une réflexion collective. La décision est peut-être à ce moment là moins enthousiasmante qu'on peut l'imaginer, mais au moins, elle est représentative du groupe social qui la prend. Je me suis aussi rendue compte que certains concepts libéraux subsistent parce qu'on les prend pour des vérités scientifiques immuables. Tout cela je l'ai appris progressivement».

Cette expérience à chaud de la vie d'entreprise cristallise son action militante. Elle s'occupe du secteur Entreprise de la Fédération de Paris dès 1973. En décembre 1975, elle devient permanente au même secteur du Secrétariat national que dirige Louis Mermaz. Et, au Congrès de Metz, elle devient secrétaire national adjointe (en même temps que Michel Coffineau) sous la responsabilité de Claude Germon.

«Le développement du secteur Entreprise est une nécessité indispensable pour l'implantation du Parti. Un travailleur n'apporte pas et ne vit pas la même expérience en section territoriale et en section d'entreprise : il existe une forme de disponibilité des gens sur leur lieu de travail qui est bien particulière. Le secteur Entreprise est à la fois une caisse de résonance, une force de proposition et une force de pénétration du Parti.

«Chacune des entreprises est un monde qui a une certaine cohésion. Or actuellement, l'individu, très sensible au développement des mass-média et des moyens audio-visuels, se retrouve chez soi, pris au piège. Uniformisé et isolé. Donc il faut trouver un autre terrain, un terrain où il y a des compensations à cet environnement ; un terrain où les travailleurs ressentent leur identité : parce qu'elle est bafouée ou parce qu'ils s'y épanouissent. Ce terrain c'est l'entreprise.

«Dans l'entreprise le Parti peut contourner l'obstacle audio-visuel et marquer des points. Les mass-média nivellent les centres d'intérêt, mais, par leurs messages, ils classent les gens en catégories : jeunes et vieux, français et immigrés, etc... Au sein de l'entreprise, en revanche, même s'il y a des contradictions dont se sert le patronat, il y a possibilité de réaliser le front de classe. C'est à ce niveau qu'on assiste à une bataille idéologique intense. Sans échappatoires.



Photo Luc Veyri

- Quelles sont les méthodes d'implantation que vous pratiquez ?

«Au départ, tout cela était très pragmatique. Petit à Petit l'équipe a mis au point un plan d'organisation. Il consiste à effacer les disparités de notre implantation actuelle (1000 sections) ou au contraire à créer des disparités volontaires.

«Je veux dire que nous ne calquons pas notre implantation sur la densité industrielle du pays. Nous croyons qu'il faut utiliser des pôles secondaires pour enrichir l'analyse globale : le poids relatif de l'industrie dans les secteurs ruraux, le secteur coopératif, les P.m.e, les sociétés de service, etc...

«Au fond, notre secteur ne doit en aucun cas être autonome, il représente un peu l'appareil pulmonaire du corps socialiste, recueillant de l'air et purifiant le sang qui se diffuse partout. C'est le facteur d'évolution du Parti dans les prochaines années».

L'Internationale Socialiste en Amérique Latine

Une déléguation de l'Internationale Socialiste effectue une mission en Uruguay, au Paraguay, en Argentine et au Chili, du 23 novembre au 2 décembre.

La délégation conduite par Félipe Gonzalez, du P.s.o.e, comprend des représentants de 8 partis socialistes, dont Jean-Pierre COT pour la France. Elles s'est donnée pour but de rencontrer les partis frères et amis d'Amérique Latine et de promouvoir les luttes pour les droits de l'Homme dans les pays visités.

Des difficultés sont à craindre au Chili, ou la junte militaire au pouvoir a déjà fait connaître son hostilité à l'entrée des membres de l'I.s sur son territoire.

SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME à Massy (Essonne)

Massy, dont le maire est Claude Germon, organise du 23 novembre au 1er décembre une semaine pour la défense des Droits de l'Homme.

Elle commencera par une émission de «Radio Massypal», en public et en direct, le samedi 24, à 11 heures.

Un Conseil Municipal extraordinaire se tiendra le mercredi 28, au cours duquel sera annoncé le parrainage par la ville de trois personnes, qui représentent trois cas de victimes d'atteintes aux Droits de l'Homme.

- en Argentine, Martin Vasquez, prisonnier politique.
- en Tchécoslovaquie, Madame Ota Bednarova, signataire de la Charte de 77.
- en République Fédérale Allemande, Holger Hippe, victime des interdits professionnels pour raisons politiques, en Basse-Saxe.

Enfin, les vendredi 30 novembre et samedi 1er décembre auront lieu un forum et un spectacle réunissant des représentants des peuples en lutte pour leurs droits et des Associations telles que la Ligue des Droits de l'Homme, le M.r.a.p, Amnesty, Terre des Hommes, le Comité International contre la Répression, la Cimade etc...

L'ENLEVEMENT DE RUPEREZ

Le Parti socialiste qui a toujours condamné les prises d'otages comme méthode d'action politique, tient à exprimer son inquiétude et sa réprobation face à l'enlèvement dont a été victime le député espagnol de l'U.c.d. Javier Ruperez à un moment où toutes les forces démocratiques d'Espagne, avec l'appui majoritaire du peuple basque, tentent de trouver une solution au problème basque. Cet enlèvement ne peut que prendre plus difficile leur action. Aussi le P.s demande la libération immédiate de Javier Ruperez.

Communiqué de Lionel Jospin adopté par le Bureau Exécutif du 21.11.79 et adressé au P.s.o.e.

CISJORDANIE

Le Bureau Exécutif du P.s tient à faire connaître la grave préoccupation que lui cause l'évolution de la situation en Cisjordanie et notamment l'arrestation du maire élu de Naplouse Bassam Chaka.

Il demande aux autorités d'occupation israéliennes l'abrogation de cette décision dont le maintien ne pourrait qu'éloigner encore la perspective d'une paix juste et fondée sur l'évolution des peuples du Proche-Orient.

Communiqué du Bureau Exécutif du 21 XI

Télé-P.S.

IL N'EST DE SOCIALISME QUE CELUI DE LA LIBERTE, IL N'EST DE LIBERTE QUE CELLE DU SOCIALISME.



Tulle : l'école militaire menacée

La ville de Tulle, en Corrèze, particulièrement touchée par la crise, s'apprête à recevoir un nouveau coup bas.

C'est avec un vive émotion que les tullistes viennent d'apprendre la décision du ministre de la Défense, de transférer l'école militaire de Tulle à Issoire.

L'école de Tulle étant l'annexe de l'Entasoa d'Issoire, les milieux officiels affirment que ce regroupement ce fait sous le couvert de la rentabilité. Ces mauvais prétextes s'effondrent vite quand on sait que les dépenses imputables aux interventions des parachustistes français au Zaïre et en République Centrafricaine, figurent sur le budget de la Défense Nationale.

Si l'école de Tulle disparait, les problèmes humains seront insurmontables et les incidents économiques s'avèreraient catastrophiques pour la ville. L'école militaire emploie en effet plus de 100 personnes civiles. Que vont-elles devenir ? Vont-elles être obligées de quitter la région ? Des problèmes se poseront dans les mêmes termes pour les personnels militaires très attachés à la Corrèze.

En outre, sur le plan économique, la perte de ces emplois, à laquelle il faut ajouter l'impact de 350 élèves, provoquera un manque à gagner très important sur le commerce local évalué à près de 30 millions de francs.

La région de Tulle figure parmi l'une des plus pauvres et cette décision accentuera encore ce déséquilibre.

Dès qu'ils ont appris la nouvelle, les élus socialistes de la municipalité de Tulle, ont immédiatement alerté Edwige Avice, député socialiste de Paris, membre de la commission de la défense nationale, qui est aussitôt intervenue auprès du ministre Bourges afin qu'il revienne sur cette décision.

Notons pour la petite histoire que le député R.p.r de Tulle, rapporteur du budget de la défense au parlement, n'était même pas au courant de la tractation de son ministre, R.p.r lui aussi.

A l'initiative de la Mairie de Marseille

Une mission pour créer des emplois

Gaston Defferre, député maire de Marseille, a chargé Charles-Emile Loo, député socialiste européen, d'une mission tendant à coordonner et à rechercher les moyens de redresser la situation économique très difficile que connait actuellement Marseille.

La mission Charles-Emile Loo va donc, dans un premier temps, établir un bilan exact de la situation, afin de l'analyser.

Dans un second temps, pour la réalisation de la liaison Rhône-Rhin, axe devant permettre aux industriels de s'appuyer sur Marseille pour trouver des débouchés vers l'Afrique du Nord et l'Afrique noire.

Parallèlement, Charles-Emile Loo se mettra en contact avec des industriels tant en Europe qu'en France, pour amener à Marseille des entreprises créatrices d'emploi.

Le maire de Marseille a souligné que «c'est la première fois qu'une municipalité prend en France une telle initiative», et le député européen a fait remarquer les très gros efforts que la ville est prête à consentir, tant en ce qui concerne la fiscalité locale, le prix des terrains, que le problème des transports locaux.

Mourousi «demissionné», les vrais motards menacés

les quêteurs ne sont pas des casseurs

Incapable de prévoir et encore moins de contenir la grogne des motards, le Monsieur Moto de TF 1 a été contraint de démissionner de ses fonctions, malgré l'appui de son «ami» Jean-Pierre Soisson.

Son limogeage prendra effet dans quelques jours, préavis devant lui permettre de sauver la face. Dans le même temps, le ministre de l'Intérieur, baptisé «Bonnet-la-réprime» par tous les motards de France,menaçait de saisir les machines faisant obstacle à la circulation.

Avant hier, le responsable du Mouvement des Motards Indépendants, Jean-Marc Maldonado était entendu pendant deux heures par les gendarmes de son lieu de résidence, en vue de poursuites à la fois pour «quête illégale sur la voie publique» (les 20.000 F remis aux handicapés de la route de Garches) et pour de prétendues dégradations commises sur les postes de péage.

Dans ce dernier cas l'application de la loi anti-casseurs pourrait être recherchée. Ce qui ne pourrait qu'accroître la détermination des motards.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Derrière le «cas Baudelocque»,

La dégradation des services hospitaliers parisiens

Le «cas Baudeloque», s'il garde son mystère quant à l'origine de l'épidémie qui a provoqué la fermeture et la réorganistion de la maternité, n'en a pas moins apporté quelques informations sur les carences des établissements hospitaliers parisiens en matière d'hygiène et de prophilaxie.

Un groupe d'élus socialistes du Conseil de Paris (1) vient d'adresser une question au Maire, Jacques Chirac, pour l'alerter sur la dégradation des services de santé, qui risque encore de s'accélérer après les dernières décisions gouvernementales imposant une limitation aux dépenses de soins.

Les conseillers socialistes considèrent «que la ville de Paris peut et doit intervenir pour garantir l'avenir et le bon fonctionnement de l'ensemble des établissements existants ainsi que de ceux dont la construction est envisagée (notamment le nouvel hôpital Bichat).

Ils demandent donc au Maire quelles mesures il envisage de prendre pour répondre à l'inquiétude des parisiennes et des parisiens qui voient les équipements sanitaires et sociaux se dégrader progressivement par un manque de moyens financiers réels, et réclament un débat sur la problème de la santé à Paris.

(1) Bertrand Delanoe, Claude Estier, Lionel Jospin, Noëlle Mariller, Daniel Vaillant, Jean-Pierre Welterlin.

Jurançon :

Licenciement dans le textile

L'entreprise Conte à Jurançon dans la banlieu de Pau, emploie 480 ouvriers dans deux activités : le bâtiment et le textile. La première est florissante, tandis que la seconde, dont le personnel est féminin à 80 %, voit son chiffre d'affaires se réduire au fil des ans. Depuis deux ans c'est le bénéfice du bâtiment qui comble le déficit du textile.

L'entreprise Conte veut donc réorganiser sa branche textile et envisage le licenciement de 50 salariés dont 40 femmes et la suppression de divers avantages comme la cantine ou le transport du personnel. Ce dernier point n'est pas négligeable car la plupart des ouvrières travaillent à près de 20 km de l'usine.

La C.g.t a alerté la population et ses élus. Le Parti socialiste est entré dans l'action de soutien. Il a rencontré, à plusieurs reprises les déléguées syndicales et a soutenu les mouvements notamment en distribuant des tracts aux portes de l'entreprise, le conseiller général socialiste est intervenu auprès de l'inspecteur du travail, et a fait voter une motion de soutien au Conseil général.

A ce jour la direction maintient 30 licenciements, qui seront effectifs à la fin du mois, mais a déjà renoncé à toucher aux autres avantages.